

Face à cette mobilisation, le gouvernement et le patronat usent de la provocation, de la surenchère, de la violence et des mensonges.

Non, Monsieur le premier Ministre, ce ne sont pas les syndiqués qui sont minoritaires et tordent l'intérêt général. C'est votre gouvernement et ce qui reste de votre majorité parlementaire qui sont minoritaires :

- Minoritaires chez les syndicalistes, la CGT, FO, la FSU, Solidaires et la CGC sont opposées à la loi Travail.
- Minoritaires chez les jeunes. Ils devaient être la priorité du mandat présidentiel. Les grandes organisations dont l'UNEF, la JOC et la JC sont mobilisées dans les facs et les lycées, dans les rues et sur les places.
- Minoritaires dans l'opinion. Après le million de signatures dépassé pour le retrait de la loi, depuis un mois, les sondages donnent plus de 70 % des Français opposés à la loi.
- Minoritaires même à l'Assemblée nationale ! Le gouvernement a arrêté les débats et de passer la loi en force avec le 49/3.

Face à ce rejet massif, le gouvernement, le patronat, la droite et son extrême font déferler un flot d'injures, de calomnies et de violences contre les acteurs du mouvement social.

Cette stratégie illustre l'énorme enjeu de cette loi et vise, dans un moment déterminant, à ne plus parler de son contenu ou à faire silence sur ses dangers pour la France.



«Notre force dans le débat parlementaire, c'est la mobilisation populaire. Les manifestants ont besoin de notre voix dans l'Hémicycle et nous avons besoin de l'ampleur de la mobilisation pour peser », explique Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et sénateur de Paris

Nous ne tomberons pas dans ce piège. Le Parti communiste, ses militants et ses élus sont :

- Déterminés, forts de la mobilisation qui s'amplifie, à soutenir et participer à toutes les initiatives jusqu'au retrait de la loi El-Khomri. Le Parti communiste français invite ses organisations départementales et locales à contribuer à faire des journées des 14 – 23 et 28 juin de grandes manifestations nationales, des réussites.
- Déterminés, les parlementaires du Front de gauche poursuivront le combat. Ils ont déposé, avec des parlementaires socialistes et écologistes une proposition de loi Travail alternative. Ils seront à l'initiative d'une motion de censure de gauche si le gouvernement utilise à nouveau le 49.3.
- Déterminés, nous demandons des comptes au patronat sur l'utilisation des 40 milliards d'euros du CICE.

